

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### NUMERO SPECIAL

Philippe  
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 150  
N° 12 - Numera Taac**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 10  
no Tetepa 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibération n° 2001-159 APF du 6 septembre 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente

Pages

426

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

##### EXTRAITS

Arrêté n° 1138 CM du 6 septembre 2001 portant désignation du représentant de la Polynésie française aux assemblées générales et des représentants de la Polynésie française au conseil d'administration de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP)

429

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 2001-159 APF du 6 septembre 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2229 PR du 20 août 2001 de M. le Président du gouvernement portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 92-2001 APF/SG du 21 août 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2246 PR du 22 août 2001 de M. le Président du gouvernement portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 93-2001 APF/SG du 23 août 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre de convocation n° 1156-2001 Prés.APF/SG du 28 août 2001 en séance plénière de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 6 septembre 2001,

Adopte :

**Article 1er.**— Entre les sessions, la commission permanente est habilitée à régler par ses délibérations les affaires qui lui sont renvoyées par l'assemblée de la Polynésie française et figurant à l'annexe I.

**Art. 2.**— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française est également habilitée à régler toutes les affaires qui lui sont adressées par le gouvernement lorsque celui-ci en a déclaré l'urgence.

**Art. 3.**— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française peut également émettre un avis sur les questions inscrites par priorité à l'ordre du jour à la demande du haut-commissaire.

**Art. 4.**— En outre, la commission permanente émet des avis sur les textes pour lesquels la consultation de l'assemblée de la Polynésie française par l'Etat est prévue ainsi que les vœux mentionnés à l'article 70 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

**Art. 5.**— En matière de virements de crédits d'un chapitre à l'autre, la commission permanente ne peut y procéder que si ces virements interviennent à l'intérieur d'une même section du budget et s'ils sont maintenus dans la limite du quart de la dotation de chacun des chapitres intéressés.

**Art. 6.**— Sont exclues de la compétence de la commission permanente, les délibérations relatives au vote du budget annuel du territoire, au compte administratif du territoire, et au vote de la motion de censure.

**Art. 7.**— La présidente de l'assemblée de la Polynésie française est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Tarita SINJOUX.

*Le président de séance,*  
Juliette TAHUHUATAMA.

#### ANNEXE I

#### LISTE DES AFFAIRES RENVOYÉES A LA COMMISSION PERMANENTE

##### *Affaires à traiter par les commissions*

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente du 12 février 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale. (délai un mois). (APF 461 du 2.8.99 ou 898 DRCL du 30.7.99). (APF 585 du 3.8.01 ou 2026 PR du 3.8.01). (APF 609 du 14.08.01 ou 2198 PR du 14.08.01).
- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relative à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre. (APF 129 du 28.3.2000 ou 269 DRCL du 24.3.2000).
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. (APF 181 du

- 18.4.2000 ou 352 DRCL du 17.4.2000). (Urgence signalée) (délai un mois).
- Projet de loi autorisant la ratification des amendements de Montréal et Pékin au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. (meilleurs délais) (APF 230 du 23.5.2000 ou 462 DRCL du 22.5.2000).
  - Projet de loi portant ratification des ordonnances ci-après mentionnées, prises en application de la loi n° 99-899 du 25 octobre 1999 portant habilitation du gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer :
    - ordonnance n° 2000-285 du 30 mars 2000 portant actualisation et adaptation du droit du travail de l'outre-mer ;
    - 2e projet de loi – ordonnance n° 2000-350 du 19 avril 2000 portant actualisation et adaptation du droit électoral applicable outre-mer. (APF 281 du 9.6.2000 ou 561 DRCL du 8.6.2000).
  - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour relatif à la coopération de défense et au statut de leurs forces. (meilleurs délais). (APF 349 du 26.7.2000 ou 774 DRCL du 25.7.2000). (APF 694 du 4.9.01 ou 2288 PR du 4.9.01).
  - Projet de loi portant création d'un conseil national pour l'accès aux origines personnelles. (APF 554 du 16.10.2000 ou 1275 DRCL du 13.10.2000) (Urgence signalée) (délai un mois). (APF 559 du 23.10.2000 ou 1299 DRCL du 19.10.2000). (APF 394 du 30.5.01 ou 1640 PR du 29.5.01). (APF 597 du 8.8.01 ou 2064 PR du 6.8.01).
  - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons, fait à New-York le 4 août 1995. (APF 686 du 7.12.2000 ou 1543 DRCL du 7.12.2000).
  - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le Conseil de l'Europe relatif à la protection sociale des membres employés par ladite organisation sur le territoire français. (APF 687 du 7.12.2000 ou 1545 DRCL du 7.12.2000). (APF 585 du 3.8.01 ou 2026 PR du 3.8.01). (APF 609 du 14.8.01 ou 2198 PR du 14.8.01).
  - Projet de loi sur la société de l'information. (Urgence signalée). (APF 213 du 6.4.01 ou 631 DRCL du 6.4.01).
  - Projet de délibération portant avis de l'Assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi sur la société de l'information. (Urgence signalée) (APF 600 du 8.8.01 ou 191 CM du 6.8.01).
  - Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique, relatif à l'application de garanties en France. (APF 266 du 27.4.01 ou 721 DRCL du 25.4.01).
  - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense, signé à Bucarest le 24 octobre 1998. (APF 423 du 11.6.2001 ou 947 DRCL du 8.6.01). (APF 695 du 4.9.01 ou 2289 PR du 4.9.01).
  - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'organisation internationale Eutelsat, adopté à Paris le 19 octobre 2000. (APF 451 du 20.6.01 ou 994 DRCL du 15.6.01).
  - Projet de délibération relatif au projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège d'Eutelsat. (APF 582 du 2.8.01 ou 189 CM du 2.8.01).
  - Projet de loi relatif à la modernisation du système de santé. (APF 473 du 28.6.01 ou 1038 DRCL du 26.6.01). (APF 548 du 13.7.01 ou 1104 DRCL du 9.7.01).
  - Projet de loi autorisant l'adhésion de la France au protocole de 1996 à la convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultants de l'immersion des déchets. (APF 549 du 13.7.01 ou 1105 DRCL du 9.7.01) (Urgence signalée) (délai un mois).
  - Deux projets de lois :
    - autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Commission internationale de l'état civil ;
    - autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord entre l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) et le Gouvernement de la République française relatif au siège de l'agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français. (APF 550 du 13.7.01 ou 1107 DRCL du 9.7.01) (Urgence signalée) (délai un mois).
  - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord d'encouragement et de protection réciproques des investissements entre la France et le Zimbabwe signé le 4 mai 2001. (APF 566 du 27.7.01 ou 1156 DRCL du 26.7.01). (APF 696 du 5.9.01 ou 2299 PR du 4.9.01).
  - Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la France, l'Espagne, l'Italie et le Portugal portant statut de l'Euroflor, signé à Rome le 5 juillet 2000. (APF 589 du 6.8.01 ou 1201 DRCL du 3.8.01). (APF 693 du 4.9.01 ou 2287 PR du 4.9.01).
  - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États ACP, d'une part et de la Communauté européenne et ses États membres d'autre part. (APF 590 du 6.8.01 ou 1203 DRCL du 3.8.01).
  - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de protection et d'encouragement réciproques des investissements entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, signé à Caracas le 2 juillet 2001. (APF 611 du 16.8.01 ou 1388 DRCL du 16.8.01).
  - Projet de loi relatif à la modernisation du système de santé. (APF 633 du 22.8.01 ou 2244 CM du 22.8.01).
  - Trois projets de lois autorisant :
    - la ratification d'une convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ;
    - la ratification d'un protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ;
    - la ratification d'un protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. (APF 692 du 4.9.01 ou 1440 DRCL du 30.8.01).
  - Projet de délibération complétant la délibération n° 2001-2 APF du 11 janvier 2001 portant création du service des relations internationales. (APF 224 du 11.4.01 ou 95 CM du 10.4.01).
  - Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle. (APF 525 du 5.10.2000 ou 222 CM du 4.10.2000).
  - Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'Office des postes et télécommunications pour l'exercice 1999. (APF 182 du 26.3.01 ou 80 CM du 26.3.01).

- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du Fonds d'entraide aux îles. (APF 408 du 6.6.01 ou 151 CM du 1.6.01).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de Te Fare Tauhiti Nui-Maison de la culture exercice 2000. (APF 607 du 14.8.01 ou 196 CM du 13.8.01).
- Projet de délibération approuvant le compte financier de l'exercice 2000 de l'I.M.E. "Raimanutea-Tearama". (APF 601 du 8.8.01 ou 192 CM du 7.8.01).
- Projet de délibération approuvant le compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 2000. (APF 649 du 28.8.01 ou 207 CM du 27.8.01).
- Projet de délibération portant modification n° 1 du budget du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (F.R.P.H.), exercice 2001. (APF 697 du 5.9.01 ou 218 CM du 5.9.01) (Urgence signalée).
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés. (APF 286 du 9.5.01 ou 122 CM du 7.5.01).
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées. (APF 287 du 9.5.01 ou 123 CM du 7.5.01).
- Projet de délibération relative à la réglementation de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en Polynésie française. (APF 650 du 28.8.01 ou 210 CM du 27.8.01).
- Projet de délibération relative à la carte d'identité de commerçant pour les étrangers. (APF 651 du 28.8.01 ou 211 CM du 27.8.01).
- Projet de délibération portant modification des règles du recrutement dans la fonction publique et résorption de l'emploi précaire ou révocable de l'administration et de ses établissements publics à caractère administratif. (APF 684 du 3.9.01 ou 215 CM du 3.9.01).
- Projet de délibération portant création de la direction de l'enseignement primaire (D.E.P.). (APF 669 du 31.8.01 ou 214 CM du 31.8.01).
- Projets de délibérations approuvant les comptes financiers des établissements publics.
- Projet de délibération portant mesures exceptionnelles d'intégration des agents non titulaires dans la fonction publique territoriale.
- Projets de délibérations approuvant les comptes financiers du Conservatoire artistique territorial, de la Maison de la culture "Te Fare Tauhiti Nui" et du Centre polynésien des sciences humaines.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.
- Projet de délibération relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française.
- Projet de délibération relative à l'organisation et aux conditions de préparation et de délivrance des brevets polynésiens d'encadrement sportif.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 94-79 AT du 21 juillet 1994 portant création du service de la jeunesse et des sports.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 80-106 du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs".
- Projet de délibération portant modification des articles 3 et 8 de la délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994 modifiée portant institution du comité de gestion du régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification des articles 15, 16, 17, 18, 21 et 39 de la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-146 AT du 8 décembre 1994 modifiée instituant les prestations familiales du régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification de l'article 11 de la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 modifiée relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées (mise en place des indemnités journalières maladie).
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés (mise en place indemnités journalières maternité).
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-171 AT du 29 décembre 1994 modifiée relative aux dispositions administratives et financières du régime des non-salariés.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés.
- Projet de délibération portant modification de l'article 3 la délibération n° 94-19 AT du 10 mars 1994 modifiée portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale généralisée.
- Projet de délibération portant modification de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit de travailleurs salariés du territoire des Etablissements français de l'Océanie.
- Projet de délibération portant modification des articles 12 et 17 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales des Etablissements français de l'Océanie.
- Projet de délibération portant modification de l'arrêté n° 1385 IT du 28 septembre 1956 fixant le règlement intérieur de la Caisse de compensation des prestations familiales des Etablissements français de l'Océanie.
- Projet de délibération portant modification de l'article 18 de l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de compensation des prestations familiales.
- Projet de délibération portant modification du décret n° 54-246 du 24 février 1957 modifié relatif au recouvrement des sommes dues par les employeurs aux caisses de compensation des prestations familiales installées dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun.

- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie invalidité au profit des travailleurs salariés.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 95-180 du 26 octobre 1995 instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 61-124 du 24 octobre 1961.
- Projet de délibération cadre relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale, et à la régulation des conventionnements des professions médicales et paramédicales, visant à maintenir et promouvoir la qualité des soins, et à maîtriser l'évolution des dépenses de santé.
- Projet de délibération portant création d'un certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement socio et médico-éducatif.
- Projet de délibération relative aux droits des familles dans leurs rapports avec le service des affaires sociales, chargé de la protection de l'enfance.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 89-61 du 2 juin 1989 relative à la protection du consommateur en matière de démarchage à domicile.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 98-189 APF du 19 novembre 1998 réglementant l'information du consommateur en matière de denrées alimentaires au moyen de l'étiquetage.
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de l'Institut de la statistique de Polynésie française.
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de la Caisse de soutien des prix du coprah.
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de l'Institut territorial de la consommation.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire.
- Projet de délibération instituant un dispositif d'aide à l'investissement dans le domaine des nouvelles technologies.
- Projet de délibération instituant un dispositif d'aide en faveur des entreprises investissant à Hao.
- Projets de délibération portant modification du tarif des douanes.
- Projets de délibération portant modification du code des douanes.
- Projets de délibération relatifs au financement des reports d'investissement.
- Projets de délibération portant modification du code des impôts.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 96-158 APF du 5 décembre 1996 modifiée portant instauration d'un régime fiscal privilégié applicable aux matériels d'équipement et de maintenance importés dans le cadre de la réalisation du projet Photom Polynésie.
- Projet de délibération autorisant le Président du gouvernement à signer le projet de convention entre l'Etat et la Polynésie française relative aux modalités de répartition et de versement de la prime d'épargne pour les comptes d'épargne logement (C.E.L.) et plans d'épargne logement (P.E.L.) souscrits en Polynésie française.
- Projet de délibération portant modification des délibérations n° 87-93 AT et n° 87-94 AT du 6 août 1987 fixant le régime douanier des vins, champagnes et de certaines eaux de vie consommés dans les hôtels et les établissements agréés de restauration.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 97-194 APF du 24 octobre 1997 portant modification du tarif des douanes et instauration de la taxe de développement local à l'importation.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 2000-34 APF du 17 mars 2000 instituant l'établissement de plans de servitudes aéronautiques applicables aux aérodromes territoriaux ouverts à la circulation aérienne publique et fixant leurs conditions d'approbation.
- Projet de délibération portant modification et complétant les dispositions de la délibération n° 99-128 APF du 22 juillet 1999 réglementant l'autorisation donnée aux entreprises de transport aérien établies en Polynésie française d'exercer une activité de transport aérien public.
- Projet de délibération portant réglementation de l'accès et de l'activité de transport maritime public en Polynésie française.
- Projets de délibération approuvant les comptes financiers 1998 et 1999 de l'O.T.H.S. et 2000 de l'O.P.H.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 89-118 AT du 12 octobre 1989 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Institut médico-éducatif Raiamanutea-Tiaitau".

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

NOR: TL0101276AC

**Par arrêté n° 1136 CM du 6 septembre 2001.**— M. Jean-Christophe Bouissou est désigné pour représenter la Polynésie française aux assemblées générales de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP).

Les représentants de la Polynésie française au conseil d'administration de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP) sont le suivants :

MM. Jean-Christophe Bouissou, Gaston Tong Sang, Jonas Tahvaitu, Bruno Sandras, John Cridland et Moana Blanchard.

## TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

### VIENT DE PARAÎTRE

- Tarif des douanes (édition février 2001)..... 6.214 FCP

### EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Code de l'Education (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 25 août 2000) .....	433 FCP
- Code de la santé publique (J.O.P.F. n° 6 N.S. du 1er décembre 2000) .....	1.195 FCP
- Code du commerce (J.O.P.F. n° 7 N.S. du 15 décembre 2000) .....	973 FCP
- Contrat de développement Etat - Polynésie française 2000-2003 (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 21 décembre 2000) .....	278 FCP
- Code de l'environnement (J.O.P.F. n° 1 N.S. du 19 janvier 2001) .....	520 FCP
- Code de Justice Administrative (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 30 janvier 2001) .....	322 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 2001 .....	2.652 FCP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien) .....	666 FCP
- Code de l'aménagement (édition 1999) .....	3.328 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996) .....	374 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996) .....	697 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française .....	1.342 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour) .....	3.380 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995) .....	2.700 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996) .....	2.075 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997) .....	2.480 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1998) .....	2.886 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1999) .....	3.162 FCP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales .....	1.778 FCP
Tome 2 : Statut particulier .....	2.694 FCP
Tome 3 : Filière santé .....	1.643 FCP
- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2001) .....	3.172 FCP
- Code des douanes (juillet 1999) .....	2.141 FCP

*Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages*

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61  
Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

## TARIFS

### des Abonnements de l'Imprimerie Officielle à compter de Janvier 2001

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	Franco, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
	Polynésie française	. Voie aérienne					
Numéro.....	198*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois.....	4.020	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an.....	7.296	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

\* Frais d'expédition non inclus pour les îles.